



CHAMBRE DES SALARIÉS  
LUXEMBOURG

# UN BUDGET À COURT D'AMBITION ET DE TRANSPARENCE FACE AUX PRINCIPAUX DÉFIS DU PAYS

Avis sur le budget de l'État

Conférence de presse – 17 novembre 2021

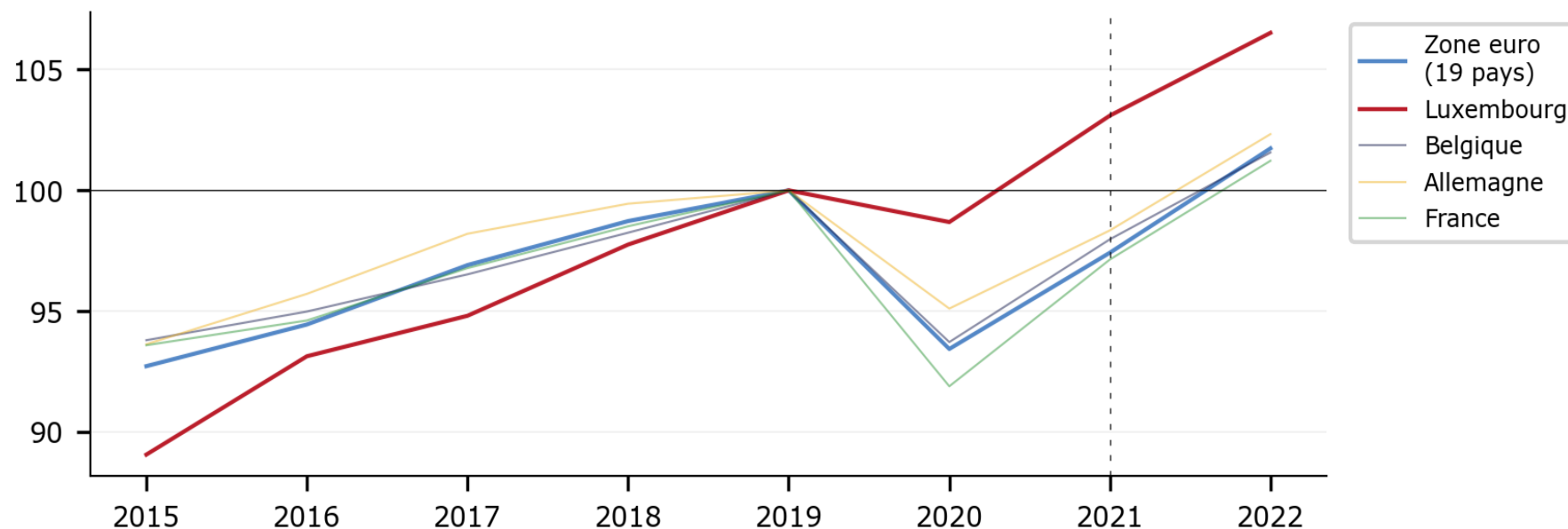
# UN BUDGET À COURT D'AMBITION ET DE TRANSPARENCE

- Pas de budget d'austérité ; il ne manquerait plus que ça
- Lutte contre les inégalités, numérisation, logement et transition écologique sont des priorités affichées par le gouvernement dans le cadre du projet de budget
- S'il paraît évident que des moyens budgétaires considérables doivent y être consacrés, alors ce projet manque soit d'ambition ou, a minima, de transparence sur ces questions

# UNE SITUATION ÉCONOMIQUE FAVORABLE EN COMPARAISON INTERNATIONALE

Croissance du PIB parmi les 3 plus fortes d'Europe en 2020 et toujours supérieure à la moyenne en 2021 ; 2022 proche des 4% (FMI) et en ligne avec la tendance historique

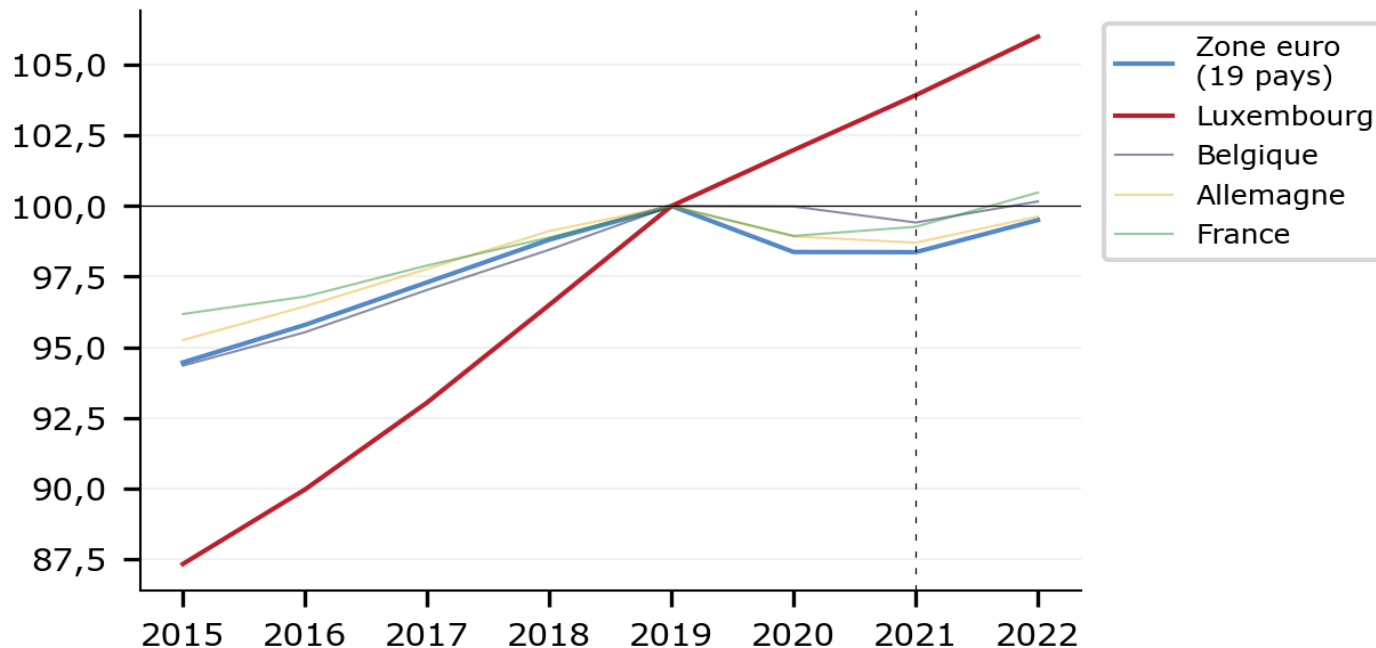
*PIB en volume, indice base 100 en 2019 ; source : AMECO*



# UNE SITUATION ÉCONOMIQUE FAVORABLE EN COMPARAISON INTERNATIONALE

Pandémie et emploi: léger ralentissement mais dynamisme certain, contrairement à ce que l'on peut observer dans les pays voisins (2% en 2020 et 2,5% en 2021 et 2022)

Emploi intérieur, indice base 100 en 2019 ; source : AMECO





# RISQUES ET INCERTITUDES

1. Crise sanitaire pas encore surmontée (4<sup>e</sup> vague et +?)  
→ maintien de la gratuité des vaccinations mais aussi des traitements à venir
2. Problèmes d'approvisionnement et tensions inflationnistes y liées
3. Chômage presque au niveau pré-crise covid, mais loin du niveau pré-crise financière et installation d'un chômage longue durée
4. Explosion des prix énergétiques menace la reprise et, avant tout, la situation financière de nombreux ménages !





# RISQUES/INCERTITUDES ÉCONOMIQUES

Le projet de budget reste muet sur cette dernière problématique, pourtant brûlante

→ pour les ménages modestes et moyens, au choix :

- continuité de l'approvisionnement énergétique en cas d'impayés
- gel temporaire des prix de l'énergie à un niveau raisonnable pour les plus vulnérables
- augmenter plus fortement les montants de l'AVC pour une adéquation avec les prix actuels
- contrebalancer la hausse de la taxe CO<sub>2</sub> au 01/01/2022 en renforçant de façon significative les compensations sociales
- baisse temporaire de la taxation des produits énergétiques (accises et/ou TVA)



# UNE SITUATION SOCIALE TOUJOURS À LA TRAÎNE


- Pas d'évolution propice au Luxembourg: stabilisation au niveau haut et défavorable de 2020, voire dégradation supplémentaire
- Mesures annoncées décevantes (0,2% des dépenses de l'AC)
- Nécessité d'un véritable plan de lutte contre les inégalités sociales, à savoir :



# UNE SITUATION SOCIALE TOUJOURS À LA TRAÎNE

1. Revalorisation de toutes les prestations familiales (+7,7%)
2. Revalorisation de l'AVC (p.ex. x2)
3. Augmentation du complément accueil gérontologique (adaptation barème)
4. Soutien renforcé aux familles monoparentales (CIM)
5. Hausse structurelle REVIS et SSM nets (budget réf.)
6. Hausse structurelle pension minimum (90→95% référence)
7. Allongement de la durée normale d'indemnisation de chômage





# FINANCES PUBLIQUES BIEN PLUS SOLIDES QU'ANTICIPÉ ET PRÉVISIONS TIMIDES

1. Respect de tous les critères européens dès 2022, mais non applicables jusqu'à là (déficit, dette et solde structurel)
2. Selon CSL, déficit budgétaire 2021 et 2022 moins élevés que prévu (sous-estimation des recettes et non-réalisation de certaines dépenses d'invest.)
3. Révision fondamentale des règles européennes en faveur des investissements nécessaires pour soutenir nos sociétés dans les transitions écologique et numérique



# DES INVESTISSEMENTS À UN NIVEAU ÉLEVÉ, MAIS PARTIELLEMENT MAL ORIENTÉS

1. Outil particulièrement efficace pour stabiliser, renforcer et orienter l'activité économique, mais ampleur rarement réalisée
2. Manque de clarté et de transparence en matière de transition écologique et numérique. *Greenwashing* ou réelle prise de conscience?
3. À saluer, acquisitions de terrains habitables et dotation du Fonds spécial logement réservée aux acquisitions par l'État, mais efforts décevants voire dérisoires



# DES INVESTISSEMENTS À UN NIVEAU ÉLEVÉ, MAIS PARTIELLEMENT MAL ORIENTÉS

4. Or, investissements dans les capacités et moyens militaires = + 97% (245 mio en 2025). Pourquoi une telle priorisation politique ?

5. Santé publique, santé au travail, formation initiale et continue pas à la hauteur des enjeux

6. Idem pour prise en charge de certaines dépenses préfinancées par la CNS et qui devraient être intégralement remboursées par le budget de l'État

# HAUSSE D'IMPÔT PLUTÔT QU'ALLÈGEMENTS ATTENDUS

Réforme fiscale reportée, mais augmentation d'impôt à deux niveaux

- hausse taxe CO<sub>2</sub> dans un contexte d'explosion des prix énergétiques et de compensations sociales pas adaptées en conséquence (par ailleurs, manque total de transparence quant à l'utilisation des recettes générées)
- non-adaptation du barème à l'inflation depuis des années = augmentation de la pression fiscale, particulièrement pour les classes à faible et à moyen revenu

# HAUSSE D'IMPÔT PLUTÔT QU'ALLÈGEMENTS ATTENDUS

Effet d'une tranche indiciaire sur le revenu dans un barème non ajusté

Classe 1	Tranche indiciaire (+2,5%)		
	Avant	Après	Δ en %
<b>Brut</b>	50.000	51.250	<b>2,50%</b>
Cotisations sociales	5.525	5.663	2,50%
<b>Imposable</b>	43.455	44.567	<b>2,56%</b>
Cote+solidarité	7.047	7.483	6,2%
Dépendance	605,21	622,71	2,89%
CIS	522,00	500,25	-4,2%
<b>Revenu disponible</b>	37.344,79	37.981,42	1,7%

- Revalorisation du barème, des CI mais aussi abattements communs plus adaptés depuis une éternité (FO, FD, DS, assur.) et déconcentrer la progressivité
- + Imposition revenus du capital au moins égale à celle des salaires pour financer les allègements attendus



CHAMBRE DES SALARIÉS  
LUXEMBOURG

# MERCI

pour votre attention

17/11/2021